

# **Intervention Jacques Lerichomme - Fralib**

Jacques Lerichomme – Assemblée plénière – 3 novembre 2010

Les salariés de Fralib ont appris que le groupe Unilever avait décidé de fermer le site et de laisser sur le carreau 182 salariés de notre région.

Pourtant, l'usine de Gémenos a toute sa légitimité économique, les salariés sont qualifiés, productifs, et le coût salarial est dérisoire comme en témoigne leur lutte pour une augmentation de salaire.

Les arguments de la direction sont donc mensongers.

**Ce qui guide Unilever, c'est encore et toujours plus de profits pour ses actionnaires.**

Entre 2007 et 2008, Unilever France a reversé un milliard cinquante millions d'euros de dividendes au groupe.

Le salaire mensuel du PDG d'Unilever Monde est de 393 500 euros.

Unilever fait payer ses produits quatre fois plus cher en France et paie l'essentiel de ses impôts en Suisse.

Nous ne devons pas laisser faire cela.

Fralib et le thé Eléphant sont présents dans notre région depuis 118 ans.

Le gouvernement et son ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, ont la responsabilité de s'engager en faveur du maintien de l'emploi et de l'activité industrielle à Gémenos.

Le ministre doit imposer ici et maintenant au groupe Unilever de rester dans les Bouches-du-Rhône.

Il doit également rappeler au groupe Unilever ses responsabilités envers la collectivité en le contraignant à les assumer, et ce d'autant plus que pour favoriser son installation à Gémenos, Fralib a bénéficié des subventions européennes allouées dans le cadre des dispositions qui ont accompagné la fermeture des chantiers navals de La Ciotat dans les années 80.

Derrière la suppression des 182 emplois, il y a des hommes et des femmes.

Bien souvent mari et femme travaillent tous deux à l'usine, de nombreuses femmes qui élèvent seules leurs enfants sont salariées de Fralib.

Nombreux sont ceux qui ne savent pas comment ils vont payer les emprunts pour la maison, nourrir leurs enfants, les soigner, leur donner accès à une éducation décente ; en un mot, survivre.

Alors aujourd'hui, c'est l'angoisse qui étreint ces 182 salariés. Nous ne pouvons pas les laisser seuls face aux requins du groupe !

Pour toutes ces raisons économiques, sociales, humaines, la région dans sa majorité la plus large doit apporter son soutien aux salariés.

C'est le sens du vœu que les groupes de la majorité ont déposé.

Je vous demande, mes chers collègues, de le voter.